



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997

Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996**

Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.

2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996**

À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	10
Enquête sur les anticipations à court terme	10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997	11
Production d'oeufs, avril 1997	11

NOUVELLES PARUTIONS



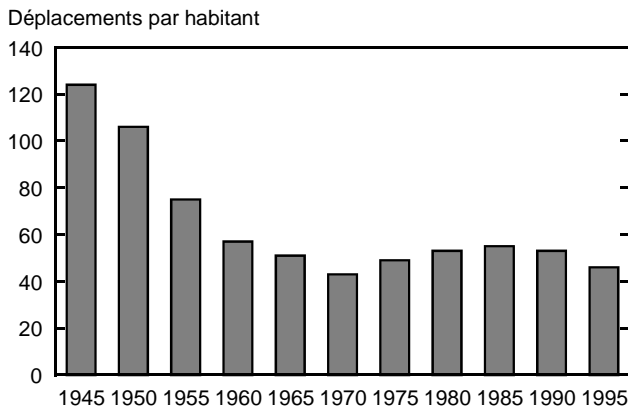
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Transport urbain

1996

Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré depuis 1970, année où la moyenne des déplacements était tombée à 43 par habitant. Or, les Canadiens utilisaient trois fois plus les transports en commun à la fin de la Deuxième guerre mondiale.

Baisse de l'achalandage du transport urbain depuis le milieu des années 80



La popularité du transport urbain a subi un déclin rapide entre 1950 et 1970 en raison de l'essor de l'automobile et de l'expansion des banlieues. Les services de transport urbain ont connu un léger regain de popularité dans les années 80 parce que la crise énergétique, les besoins de mobilité des personnes n'ayant pas accès à une voiture et le mouvement écologique ont incité les administrations publiques à mettre l'accent sur les transports en commun.

Note aux lecteurs

Les données sur le transport urbain sont diffusées dans le cadre de la Semaine nationale des transports.

Les chiffres sur les déplacements des voyageurs du présent communiqué portent exclusivement sur le transport urbain. En sont exclus les services de transport auxiliaires, tels que le transport scolaire, les autobus d'excursions et les autobus affrétés. Depuis 1995, Statistique Canada a remanié son enquête sur le transport urbain.

L'ancienne enquête mensuelle auprès des transporteurs ayant des recettes annuelles supérieures à 1 million de dollars a été convertie en enquête trimestrielle auprès des entreprises de transport dont les recettes dépassent 200 000 \$. Les petites entreprises dont les recettes annuelles sont inférieures à 1 million de dollars desservent moins de 1 % du nombre total des voyageurs transportés par ce secteur. En dépit de ce qui précède, une partie de l'augmentation des déplacements des voyageurs enregistrée en 1995 peut être attribuable au remaniement de l'enquête.

Les données sur les immatriculations de véhicules automobiles sont recueillies dans le cadre des transferts fiscaux aux provinces de l'administration fédérale. Les exigences administratives diffèrent selon la province de sorte que certaines catégories ne se recoupent peut-être pas. Par exemple, un véhicule automobile peut être immatriculé en tant que voiture particulière dans une province et en tant que camion dans une autre, selon qu'il sert à un usage personnel ou commercial.

Les déplacements et les immatriculations de véhicules automobiles par habitant sont de simples moyennes calculées en divisant les totaux respectifs par la population canadienne.

Au cours des quatre dernières décennies, le caractère du transport urbain s'est radicalement transformé. En 1950, de larges segments de la population utilisaient les réseaux de transport urbain dans les villes, petites et grandes.

Aujourd'hui, les grandes régions urbaines pourvues de réseaux de transport rapide représentent une proportion démesurée des déplacements totaux des

voyageurs. Les navetteurs des grandes régions métropolitaines du Canada, soit Toronto, Montréal, Vancouver, Ottawa, Calgary et Edmonton, sont les usagers les plus assidus du transport urbain.

En 1996, par exemple, les 2,385 millions de résidents du Toronto métropolitain ont effectué 374 millions de déplacements (plus de 155 déplacements en moyenne par personne) en empruntant le réseau local de transports en commun. Il s'agit de l'achalandage le plus fort à l'échelle nationale.

Partout au Canada, la population possède beaucoup plus de voitures par rapport à il y a dix ans et les conserve plus longtemps. En 1995, le nombre

de voitures particulières se chiffrait à 445 par groupe de 1 000 Canadiens. Les 13,1 millions de véhicules automobiles immatriculés en tant que voitures particulières en 1995 ont parcouru en moyenne une distance cumulative totale de 96 930 kilomètres sur le compteur de kilomètres. Ces chiffres se comparent à une distance moyenne de 65 800 kilomètres sur le compteur de kilomètres parcourue en 1980 par 10,3 millions de voitures particulières.

Le kilométrage moyen repose sur les lectures de compteurs de l'enquête annuelle sur la durabilité des véhicules de l'Association canadienne des automobilistes.

L'achalandage des services de transport urbain a atteint un sommet en 1988

Les déplacements des usagers du transport public ont atteint un sommet en 1988, année où les Canadiens ont effectué un peu plus de 1,5 milliard de déplacements à l'aide des réseaux municipaux d'autobus et de métro. Depuis lors, cependant, l'achalandage a diminué en moyenne de presque 2 % par an.

Transport urbain au Canada, déplacements des voyageurs

	Déplacements des voyageurs (en millions)	Var. en %	Déplacements par habitant
1987	1 475		55,6
1988	1 511	2,5	56,2
1989	1 504	-0,5	54,9
1990	1 478	-1,7	53,2
1991	1 434	-3,0	51,0
1992	1 414	-1,4	49,5
1993	1 383	-2,2	47,8
1994	1 349	-2,5	46,1
1995	1 366	1,3	46,2
1996	1 349	-1,3	45,5

En 1996, les 94 entreprises du secteur du transport urbain ont enregistré 1,35 milliard de déplacements de voyageurs. Selon Développement des ressources humaines Canada, le secteur du transport urbain a perdu 40 800 jours-personnes en raison de grèves ou de lock-out en 1996. Cette perte représente plus du tiers de la diminution des déplacements des voyageurs entre 1995 et 1996.

Un peu plus de la moitié des dépenses d'exploitation a été couverte par la tarification des services

Pour chaque dollar de dépenses d'exploitation, les commissions de transport n'ont recouvré environ que 55 cents au titre des tarifs passagers en 1996. Depuis le début des années 60, il n'était pas arrivé que les recettes tirées du prix des passages excèdent systématiquement les dépenses.

Pendant le reste des années 60, la dépendance accrue à l'égard de l'automobile et l'essor des banlieues ont durement éprouvé les transports en commun. Au cours des années 70, les administrations publiques ont réagi en mettant sur pied des programmes de subventions.

L'an dernier, les commissions de transport ont perçu environ 1,6 milliard de dollars de recettes au titre du prix des passages, en hausse de presque 5 % comparativement à 1995. Pendant la même période, les dépenses d'exploitation totales se sont accrues de 6 % pour atteindre 3,0 milliards de dollars.

Transport urbain au Canada, recettes et dépenses

	1995	1996	var. en %
Recettes (milliers de \$)			
Services de transport urbain	1 465 580	1 532 346	4,6
Autres services	28 178	22 991	-18,4
Autres recettes	82 449	96 314	16,8
Recettes d'exploitation totales	1 576 207	1 651 651	4,8
Dépenses (milliers de \$)			
Traitements - Chauffeurs	1 273 312	1 273 697	0,0
Réparations et entretien	656 315	650 407	-0,9
Carburant	205 048	211 722	3,3
Autres dépenses	711 381	882 032	24,0
Dépenses d'exploitation totales	2 846 056	3 017 858	6,0
Ratio recettes-coûts	0,554	0,547	-1,2

Quoique le financement public du transport urbain varie selon la province en raison des différences entre les modes de financement et de l'urbanisation, la réalité nouvelle des compressions budgétaires donne à penser que le niveau actuel de financement du transport public ne sera probablement pas maintenu. Contrairement aux coûts d'infrastructure des voitures particulières, les subventions au titre du transport public sont très visibles.

Le secteur poursuit l'évolution qu'il a amorcée en délaissant les services de transport en commun de type

universel en faveur de la prestation de services plus innovateurs. En outre, de nombreux intervenants, dont l'Association des transports du Canada, reconnaissent de plus en plus que le transport public est essentiel à la viabilité accrue des réseaux de transport urbain.

Une description détaillée de ces données sera disponible dans le *Bulletin de service - Transports terrestre et maritime*, vol. 13, n° 4 (50-002-XPB,

13 \$ / 83 \$), qui paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486, Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0579. Internet: laroque@statcan.ca. ■

Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre 1996

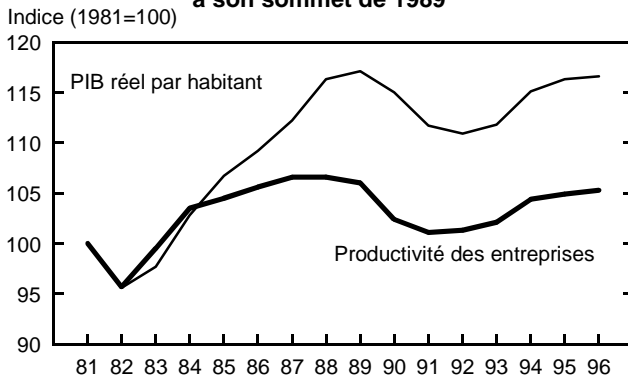
À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible. Le secteur des entreprises a enregistré une croissance de 0,4 % de la productivité en 1996, une hausse identique à celle de 1995 mais bien inférieure à celle de 2,2 % observée en 1994.

Les entreprises manufacturières canadiennes, une partie importante du secteur des entreprises, montraient une hausse de productivité de 1,3 % en 1996. Cette hausse représente à peine la moitié de celle de 2,8 % enregistrée en 1995.

La productivité, une mesure de l'efficacité du système de production, est considérée par plusieurs économistes comme étant une source d'amélioration du niveau de vie d'un pays. Sa croissance est obtenue par la différence entre la croissance de la quantité produite (PIB réel) et celle des quantités utilisées pour l'obtenir, dont le travail ainsi que la machinerie et l'équipement. Lorsque tous les facteurs de production entrent en ligne de compte, on appelle celle-ci «productivité multifactorielle».

Tout comme pour la reprise économique, la croissance de la productivité observée au cours des dernières années a été beaucoup moins impressionnante que celle observée après la récession du début des années 80.

Tout comme la productivité, le PIB réel par habitant était en 1996 encore légèrement inférieur à son sommet de 1989



Par exemple, après seulement trois ans, tant la productivité que le Produit intérieur brut réel par habitant, un indicateur du niveau de vie couramment utilisé, avaient regagné tout le terrain perdu au

Définitions

Le terme **productivité** utilisé dans le présent communiqué réfère à la productivité multifactorielle, une mesure de l'efficacité du système de production. Sa croissance est obtenue par la différence entre la croissance de la quantité produite (valeur ajoutée réelle) et la croissance pondérée des quantités d'entrées primaires utilisées.

La **productivité du travail** ou le PIB réel par heure travaillée est le rapport entre la production et les entrées de travail (heures travaillées). La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée prudemment, car elle reflète les variations des autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération à la production (PIB réel). Il équivaut également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. De ce point de vue, le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

La **rémunération du travail** comprend tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation des services rendus. Cela inclut les salaires, les traitements et le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés, ainsi qu'un revenu fictif du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Les **entreprises produisant des biens** comprennent l'agriculture, la pêche, l'industrie forestière, les activités minières, l'industrie manufacturière, la construction et les services d'utilité publique. Par ailleurs, les **entreprises produisant des services** comprennent le transport et l'entreposage, les communications, le commerce de gros et le commerce de détail, la finance, les assurances et les affaires immobilières et le groupe des services socioculturels, commerciaux et personnels.

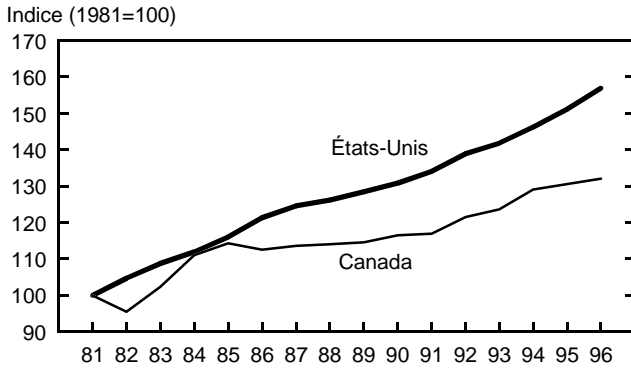
cours de la récession de 1982. Par contre, ces deux indicateurs, après sept années, n'avaient toujours pas retrouvé, à la fin de 1996, le niveau qu'ils avaient atteint avant la récession de 1990-1992.

Les entreprises de services canadiennes affichent une meilleure performance que les entreprises de services américaines

Bien que la performance des entreprises canadiennes prises dans leur ensemble soit fort comparable à celle des entreprises américaines depuis 1961, la productivité du travail des manufacturiers canadiens à commencer à traîner de l'arrière en regard des manufacturiers aux États-Unis à partir de 1986. Cependant, les entreprises de services et certaines entreprises produisant des biens (par exemple, construction, mines, etc.), qui représentent près de 75 % de l'ensemble des entreprises, ont eu

une meilleure performance au Canada que celles aux États-Unis au cours de la même période.

Un écart de productivité en faveur des manufacturiers américains est apparu en 1986



Entre 1961 et 1985, la productivité du travail des manufacturiers canadiens et américains s'est accrue sensiblement au même rythme. Après cette période, un écart grandissant en faveur des manufacturiers américains est apparu. Entre 1986 et 1996, la productivité du travail a en effet augmenté à un rythme annuel moyen de 1,6 % au Canada et de 2,6 % aux États-Unis.

Selon une étude plus détaillée effectuée par Statistique Canada en 1994, cette meilleure performance en matière de productivité serait surtout attribuable à une plus forte concentration des activités manufacturières américaines dans les nouveaux secteurs en croissance, tels que l'informatique, la bureautique et l'équipement électronique (voir la section des Faits saillants dans *Mesures globales de productivité, 1994* (15-204-XPF).

En 1996, les manufacturiers américains ont connu une hausse de 3,8 % de la productivité du travail, tandis que l'augmentation n'était que de 1,1 % au Canada. Il s'agit d'une légère amélioration pour les américains en regard de 1995, alors que la situation est demeurée pratiquement inchangée au Canada.

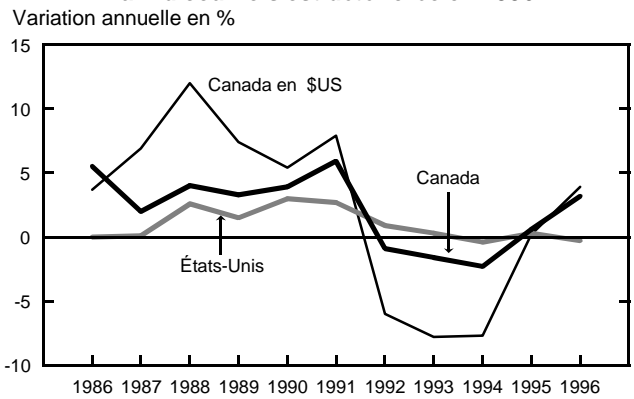
Coût unitaire de main-d'oeuvre: des hausses plus faibles pour le Canada depuis 1992, sauf en 1996

La meilleure performance des manufacturiers américains en matière de productivité du travail depuis 1986 a permis une croissance plus faible de leurs coûts de main-d'oeuvre malgré le fait que leurs travailleurs aient bénéficié de hausses salariales plus importantes. Cependant, l'analyse de la tendance des salaires et

du taux de change permet de subdiviser la période de 1986 à 1996 en deux sous-périodes.

Alors que la comparaison est totalement à l'avantage des manufacturiers américains jusqu'à la fin de 1991, cette tendance s'est renversée par la suite. Les manufacturiers canadiens ont en effet été avantagés par une croissance plus faible des salaires et par la dépréciation du dollar canadien à partir de 1992. Cela leur a permis de maintenir le rythme moyen de croissance de leurs coûts de main-d'oeuvre en dessous de ceux de leurs concurrents américains entre 1992 et 1995. Cependant, les données provisoires de 1996 indiquent que le coût unitaire de main-d'oeuvre a augmenté plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis.

La position concurrentielle des manufacturiers canadiens en ce qui a trait aux coûts de main-d'oeuvre s'est détériorée en 1996



Les services contribuent autant à la croissance de la productivité totale que les entreprises produisant des biens

Les estimations provisoires pour 1996 montrent que la croissance de la productivité est similaire tant pour les entreprises canadiennes produisant des services que pour celles produisant des biens. Cependant, la performance des services a été accompagnée d'une croissance beaucoup plus forte de la production (+3,4 %) et des heures travaillées (+2,9 %). En examinant les données plus détaillées fondées sur la productivité du travail, on constate que toutes les industries des services ont connu une hausse à l'exception du groupe des services socioculturels, commerciaux et personnels.

Ce groupe, qui se compose principalement des services aux entreprises, de l'hôtellerie et de la restauration, des services privés de santé, des services personnels et des services de loisirs, a enregistré une

troisième baisse de productivité du travail en quatre ans. Ces baisses sont survenues dans un contexte de forte croissance des heures travaillées, dont une proportion de plus en plus importante provient du travail autonome. Cette légion de nouveaux entrepreneurs a été accompagnée d'une baisse de la productivité du travail. Cependant, il est important de mentionner qu'il est plus difficile de mesurer précisément la production de ces industries, en particulier pour les travailleurs autonomes.

Puisque les services socioculturels, commerciaux et personnels représentent plus de 30 % de la production des entreprises produisant des services et 17 % de l'ensemble du secteur des entreprises, la baisse de productivité du travail dans ce secteur a eu un impact négatif sur les mesures agrégées. Lorsque ce groupe est exclu, la productivité du travail des autres activités de services montre en effet une hausse de 2,3 %, tandis que l'ensemble des entreprises voit sa productivité s'accroître de 1,4 % en 1996.

Par ailleurs, les communications, les services d'utilité publique ainsi que le transport et l'entreposage ont connu les plus fortes hausses de productivité du travail en 1996. La performance de ces trois industries survient dans un contexte de réduction importante des effectifs.

La rémunération horaire progresse plus rapidement en 1996

En 1996, les estimations provisoires de la rémunération horaire versée aux travailleurs des entreprises canadiennes indiquent une hausse de 3,1 % en regard de l'année précédente. Pour donner un ordre de grandeur, cette hausse s'avère aussi importante que la hausse cumulative des trois années précédentes (+2,6 % entre 1992 et 1995). Les industries productrices de biens et les industries productrices de services ont contribué à peu près également à la hausse globale.

Toutes les industries ont connu des hausses de rémunération horaire en 1996. Les plus importantes ont touché l'industrie forestière, les services d'utilité publique et le secteur de la finance, des assurances

et des affaires immobilières. Par ailleurs, la hausse de la rémunération horaire dans le secteur de la finance, des assurances et des affaires immobilières est principalement attribuable à la hausse des commissions reçues par leurs travailleurs qui ont bénéficié de la bonne performance des marchés boursiers et de la reprise du marché de l'immobilier en 1996.

Après plusieurs années de stabilité, les coûts de main-d'oeuvre augmentent modérément en 1996

Principalement en raison de la hausse de la rémunération horaire en 1996, le coût unitaire de main-d'oeuvre a augmenté de 2,8 % dans le secteur des entreprises. Le coût de main-d'oeuvre par unité de production reflète les variations dans la rémunération horaire et dans la productivité du travail.

Bien que cette hausse représente le double de la croissance observée en 1995, le coût unitaire de main-d'oeuvre n'a progressé que de 1,4 % en moyenne depuis le début des années 90. À titre comparatif, le coût unitaire de main-d'oeuvre avait augmenté en moyenne de 5,2 % durant les années 80.

La construction (+5,9 %), les services socioculturels, commerciaux et personnels (+5,2 %), l'agriculture (+4,6 %) et l'industrie forestière (+4,4 %) ont tous enregistré des hausses substantielles de leur coût unitaire de main-d'oeuvre. Par ailleurs, les fortes hausses de productivité observées dans les communications et dans les services d'utilité publique ont permis à ces industries d'enregistrer de nouvelles baisses de leur coût unitaire de main-d'oeuvre malgré des hausses notables de la rémunération horaire dans ces industries.

Données stockées dans CANSIM: matrices 7898 et 7916 à 7939.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Pierre Maynard au (613) 951-3654, Division de l'analyse micro-économique. Télécopieur: (613) 951-0489.

Contribution de la productivité multifactorielle, du travail et du capital à la croissance de la valeur ajoutée réelle

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	variation annuelle en % (indices de Törnqvist)								
Secteur des entreprises									
Productivité multifactorielle	-0,0	-0,5	-3,4	-1,2	0,2	0,9	2,2	0,4	0,4
+Contribution du travail	2,8	1,0	-0,1	-3,0	-0,9	1,6	2,5	1,4	1,5
+Contribution du capital	1,5	2,0	1,8	1,0	0,8	0,6	0,4	0,5	0,4
=Valeur ajoutée réelle	4,4	2,5	-1,7	-3,1	0,1	3,1	5,2	2,4	2,4
Industries des services									
Productivité multifactorielle	-0,3	-0,3	-4,1	-1,0	-0,3	-0,4	1,1	-0,1	0,3
+Contribution du travail	2,8	1,2	1,6	-1,9	0,0	1,6	2,4	1,8	2,0
+Contribution du capital	2,5	2,5	2,1	1,3	1,5	1,5	1,1	1,2	1,1
=Valeur ajoutée réelle	5,1	3,5	-0,5	-1,5	1,3	2,8	4,8	2,9	3,4
Industries des biens									
Productivité multifactorielle	0,3	-0,8	-2,6	-1,5	0,7	2,0	3,1	0,9	0,5
+Contribution du travail	2,8	0,8	-1,9	-4,4	-2,1	1,7	2,8	1,0	0,8
+Contribution du capital	0,5	1,4	1,4	0,7	0,1	-0,2	-0,2	-0,0	-0,1
=Valeur ajoutée réelle	3,6	1,4	-3,1	-5,0	-1,2	3,5	5,8	1,9	1,1
Industries manufacturières									
Productivité multifactorielle	-0,4	-1,6	-4,0	-3,8	1,0	3,3	6,2	2,8	1,3
+Contribution du travail	2,8	0,3	-3,3	-4,9	-1,3	2,0	2,1	1,7	0,2
+Contribution du capital	2,1	2,4	2,6	1,0	0,4	-0,7	-1,0	-0,9	-0,2
=Valeur ajoutée réelle	4,6	0,8	-4,7	-7,2	0,0	4,6	7,3	3,7	1,3

Note: Les sources de la croissance économique, telle qu'elle est mesurée par la valeur ajoutée réelle, proviennent de la contribution des facteurs primaires (travail et capital) ainsi que du progrès technique évalué selon la productivité multifactorielle. Le tableau ci-dessus fait la synthèse de la contribution de chacune de ces composantes à la croissance de la valeur ajoutée réelle.

Taux de croissance des mesures de productivité, secteur des entreprises

	Productivité du travail		Rémunération par heure travaillée		Coût unitaire de main-d'oeuvre		Coût unitaire de main-d'oeuvre au Canada en \$US
	Canada	États-Unis	Canada	États-Unis	Canada	États-Unis	
1981	2,1	2,0	12,9	9,6	10,6	7,4	7,8
1982	-0,8	-0,7	10,0	7,6	11,0	8,2	7,8
1983	4,1	3,3	4,9	4,1	0,8	0,7	0,9
1984	3,5	2,5	5,1	4,3	1,5	2,0	-3,4
1985	0,5	1,9	3,8	5,0	3,2	3,0	-2,1
1986	1,5	2,6	4,8	5,2	3,2	2,6	1,4
1987	1,1	-0,2	5,9	3,8	4,8	4,0	9,8
1988	0,8	0,5	6,3	4,5	5,4	4,0	13,6
1989	0,9	0,8	6,6	2,8	5,7	1,9	9,9
1990	-1,6	0,8	4,1	5,7	5,8	4,9	7,3
1991	1,1	0,6	5,7	4,8	4,6	4,2	6,5
1992	1,6	3,4	3,1	5,2	1,4	1,7	-3,9
1993	1,0	0,2	0,1	2,5	-0,9	2,3	-7,1
1994	1,8	0,5	0,7	1,9	-1,1	1,4	-6,6
1995	0,5	0,1	1,9	3,1	1,4	3,0	0,9
1996	0,3	1,0	3,1	3,8	2,8	2,8	3,5

Source: Les données des États-Unis concernant la productivité et les indicateurs connexes ont été publiées le 7 mai 1997 par le Bureau of Labor Statistics, Washington, D.C.

Taux de croissance des mesures de productivité, industries manufacturières

	Productivité du travail		Rémunération par heure travaillée		Coût unitaire de main-d'oeuvre		Coût unitaire de main-d'oeuvre au Canada en \$US
	Canada	États-Unis	Canada	États-Unis	Canada	États-Unis	
1981	4,9	1,3	15,1	9,9	9,7	8,6	7,0
1982	-4,5	4,7	10,6	9,6	15,8	4,7	12,6
1983	7,3	3,8	6,1	2,7	-1,1	-1,0	-1,0
1984	8,5	2,9	4,7	3,5	-3,4	0,5	-8,1
1985	2,9	3,7	5,2	5,5	2,2	1,6	-3,1
1986	-1,6	4,5	3,9	4,5	5,5	0,0	3,7
1987	0,9	2,7	3,0	2,8	2,0	0,1	6,9
1988	0,4	1,3	4,4	3,9	4,0	2,6	12,0
1989	0,4	1,8	3,8	3,3	3,3	1,5	7,4
1990	1,7	1,8	5,6	4,8	3,9	3,0	5,4
1991	0,4	2,5	6,4	5,2	5,9	2,7	7,9
1992	3,9	3,6	3,0	4,5	-0,9	0,9	-6,0
1993	1,7	2,1	0,1	2,4	-1,6	0,3	-7,8
1994	4,4	3,1	2,0	2,7	-2,3	-0,4	-7,7
1995	1,2	3,4	1,8	3,7	0,6	0,3	0,2
1996	1,1	3,8	4,4	3,5	3,2	-0,3	3,9

Source: Les données des États-Unis concernant la productivité et les indicateurs connexes ont été publiées le 7 mai 1997 par le Bureau of Labor Statistics, Washington, D.C.

Mesures de la productivité du travail et coût unitaire de main-d'oeuvre

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	variation annuelle en % (indices de Laspeyres)								
Secteur des entreprises									
Productivité du travail	0,8	0,9	-1,6	1,1	1,6	1,0	1,8	0,5	0,3
PIB réel	4,9	2,4	-1,5	-3,2	0,2	3,2	5,4	2,5	2,4
Heures	4,1	1,4	0,1	-4,2	-1,4	2,2	3,5	2,0	2,1
Rémunération horaire	6,3	6,6	4,1	5,7	3,1	0,1	0,7	1,9	3,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	5,4	5,7	5,8	4,6	1,4	-0,9	-1,1	1,4	2,8
Industries des services									
Productivité du travail	1,2	1,4	-2,8	1,3	1,0	0,5	1,3	0,4	0,5
PIB réel	5,5	3,3	-0,7	-1,7	0,9	2,8	4,8	2,9	3,4
Heures	4,2	1,8	2,1	-3,0	-0,0	2,3	3,5	2,5	2,9
Rémunération horaire	6,0	7,6	3,7	6,6	3,1	0,2	0,5	1,7	3,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,8	6,1	6,7	5,2	2,1	-0,3	-0,8	1,4	2,5
Industries des biens									
Productivité du travail	0,4	0,5	0,5	1,4	3,0	1,6	2,5	0,9	0,5
PIB réel	4,4	1,4	-2,3	-4,8	-0,6	3,6	6,0	1,9	1,2
Heures	3,9	0,9	-2,8	-6,1	-3,5	1,9	3,5	1,0	0,7
Rémunération horaire	6,6	5,5	5,0	4,7	3,2	-0,1	0,9	2,2	3,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	6,2	4,9	4,4	3,2	0,2	-1,7	-1,5	1,2	2,9
Industries manufacturières									
Productivité du travail	0,4	0,4	1,7	0,4	3,9	1,7	4,4	1,2	1,1
PIB réel	5,1	0,9	-3,7	-7,1	1,3	4,8	7,6	3,8	1,3
Heures	4,6	0,5	-5,3	-7,5	-2,5	3,0	3,1	2,6	0,2
Rémunération horaire	4,4	3,8	5,6	6,4	3,0	0,1	2,0	1,8	4,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,0	3,3	3,9	5,9	-0,9	-1,6	-2,3	0,6	3,2

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi

Mai 1997

L'indice (1991=100) qui mesure le nombre d'annonces d'offres d'emploi dans les journaux a augmenté de 4 % pour s'établir à 106. Il s'agit de la huitième augmentation consécutive. L'indice s'est accru dans neuf provinces, alors que celui de Terre-Neuve est demeuré au même niveau qu'en avril.

De novembre 1994 à décembre 1995, l'indice a baissé et est ensuite demeuré stable pendant 10 mois consécutifs. Depuis octobre 1996, l'indice a augmenté de 20 %. Cette hausse récente reflète la croissance enregistrée dans d'autres indicateurs économiques.

En Ontario, l'indice a augmenté de 3 % pour s'établir à 110. C'est le plus haut niveau atteint depuis février 1991. Depuis octobre 1996, l'indice pour cette province a augmenté de 18 %.

Au Québec, l'indice s'est accru de 3 % pour atteindre 93. Il s'agit de la quatrième augmentation consécutive. En mai, l'indice était à son plus haut niveau depuis mars 1996 alors que l'indice variait entre 84 et 90.

En Colombie-Britannique, l'indice a augmenté de 1 % pour s'établir à 76, en hausse de 13 % par rapport à octobre 1996.

Dans les provinces des Prairies, l'indice a augmenté dans toutes les provinces, affichant une hausse de 4 % pour s'établir à 125. Depuis octobre 1996, l'indice dans les provinces des Prairies a augmenté de 33 %. Cette croissance a été grandement influencée par la forte croissance de 40 % de l'indice de l'Alberta.

Dans les provinces de l'Atlantique, l'indice a affiché un gain de 3 % pour s'établir à 119, le plus haut niveau depuis décembre 1990. En mai, trois provinces ont enregistré des hausses, dominées par l'Île-du-Prince-Édouard (+9 %), où l'indice était en hausse pour un troisième mois consécutif. Après être demeuré stable en 1995 et en 1996, l'indice pour les provinces de l'Atlantique a enregistré une croissance importante de 16 % depuis janvier 1997.

Nota: L'indice de l'offre d'emploi utilise les estimations du Recensement de la population afin de calculer les poids de l'indice. À partir de la parution de l'indice de juin 1997, l'indice utilisera les estimations du Recensement de la population de 1996. L'indice sera alors révisé à partir de 1981. Pour faciliter la comparaison, les séries désaisonnalisées, la

tendance cycle ainsi que les séries annuelles à l'échelle des provinces et des villes seront stockées dans CANSIM lors de la prochaine parution de données. L'indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. L'indice est un indicateur de l'intention des employeurs d'embaucher des nouveaux travailleurs. Ces indices ont été désaisonnalisés et lissés pour faciliter la comparaison mensuelle.

Indice de l'offre d'emploi (1991=100)

	Mai 1997	Avril 1997	Mai 1996 à mai 1997	Avril à mai 1997
	données désaisonnalisées			
				variation en %
Canada	106	102	20	4
Provinces de l'Atlantique	119	115	16	3
Terre-Neuve	90	90	13	0
Île-du-Prince-Édouard	199	182	35	9
Nouvelle-Écosse	112	110	15	2
Nouveau-Brunswick	121	115	3	5
Québec	93	90	7	3
Ontario	110	107	21	3
Provinces des Prairies	125	120	36	4
Manitoba	132	126	27	5
Saskatchewan	122	117	31	4
Alberta	123	118	43	4
Colombie-Britannique	76	75	17	1

Données stockées dans CANSIM: matrice 105 (niveaux 8 à 10).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Michael Scrim au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. Internet: labour@statcan.ca. ■

Enquête sur les anticipations à court terme

Chaque mois, Statistique Canada demande à un petit groupe d'économistes de prévoir, pour le mois suivant, certains indicateurs économiques clés. Les participants prévoient la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC), du taux

de chômage et du taux de participation de la population active, le niveau des importations et exportations de marchandises ainsi que la variation du Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs.

- La prévision de l'IPC de mai 1997 est de 1,7 %. Les opinions varient de +1,6 % à +1,8 %. Le mois dernier, la moyenne des prévisions (+2,0 %) a surestimé le chiffre réel (+1,7 %).
- Les participants prévoient le taux de chômage à 9,5 %, le minimum étant de 9,4 % et le maximum, de 9,9 %. La moyenne des prévisions pour le mois dernier (9,3 %) a sous-estimé le chiffre réel (9,6 %). La prévision pour le taux de participation de la population active est de 64,9 %, le minimum étant de 64,7 % et le maximum, de 65,0 %. La prévision pour le mois d'avril (64,7 %) a sous-estimé le chiffre réel (64,8 %).
- La prévision pour les exportations en avril se situe à 23,8 milliards de dollars. Les opinions varient de 23,0 milliards de dollars à 24,4 milliards de dollars. La prévision du mois dernier (23,8 milliards de dollars) a légèrement surestimé le chiffre réel (23,7 milliards de dollars). La prévision actuelle des importations pour avril est de 21,1 milliards de dollars, le minimum étant de 20,7 milliards de dollars et le maximum, de 21,5 milliards de dollars. Le mois précédent, la moyenne des prévisions (21,6 milliards de dollars) a surestimé le chiffre réel (20,6 milliards de dollars).
- Les experts croient que la variation mensuelle du PIB réel pour avril démontrera une augmentation de 0,4 %. Les opinions varient entre +0,2 % et +0,6 %. La prévision du mois de mars (+0,4 %) a surestimé le chiffre réel (-0,3 %).

Le prochain communiqué paraîtra le 9 juillet. Pour recevoir un ensemble complet de tableaux ou pour plus de renseignements, communiquez avec Roger Purdue au (613) 951-3425. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 31 mai 1997 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 31 mai 1997 a atteint 321 656 tonnes métriques, en hausse de 7,3 % de par rapport aux 299 756 tonnes métriques de la semaine précédente et de 14,0 % par rapport aux 282 058 tonnes métriques de la semaine correspondante de l'année précédente. Le total cumulatif au 31 mai 1997 est de 6 295 474 tonnes métriques, en hausse de 3,3 % comparativement aux 6 093 236 tonnes métriques de la même période en 1996.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Andy Shinnan au (613) 951-3515, Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. Internet: shinand@statcan.ca. ■

Production d'oeufs

Avril 1997 (données provisoires)

Les données sur la production d'oeufs d'avril 1997 sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: matrices 1145, 1146 et 5689 à 5691.

Pour commander le bulletin statistique *Production et stocks d'oeufs et de volaille* (115 \$ / an) communiquez avec Rachelle St-Amour au (613) 951-5020.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Plourde au (613) 951-8716, Section du bétail et des produits d'origine animale, Division de l'agriculture. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Le commerce des grains au Canada, 1995-1996

Numéro au catalogue: 22-201-XPB

(Canada: 44\$; à l'extérieur du Canada: 44\$US).

Commerce de détail, mars 1997

Numéro au catalogue: 63-005-XPB

(Canada: 21\$/206\$; à l'extérieur du Canada: 21\$US/206\$US).

Exportations - Commerce de marchandises, 1996 (version microfiche)

Numéro au catalogue: 65-202-XMB

(Canada: 103\$; à l'extérieur du Canada: 103\$US).

Exportations - Commerce de marchandises, 1996 (version papier)

Numéro au catalogue: 65-202-XPB

(Canada: 258\$; à l'extérieur du Canada: 258\$US).

Information population active, semaine se terminant le 17 mai 1997

Numéro au catalogue: 71-001-PPB

(Canada: 11\$/103\$; à l'extérieur du Canada: 11\$US/103\$US).

Paraît à 7 h 00 le vendredi le 6 juin. Le communiqué est aussi publié à 7 h 00 sur Internet (www.statcan.ca).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1997. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada, 1994* (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.